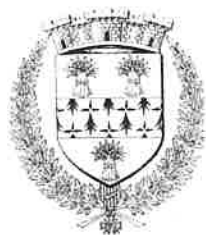


VILLE DE DOURGES



ARRETE MUNICIPAL N° 2022/800

ARRETE DE POLICE DE CIRCULATION

Du 02/01/2023 au 31/12/2023

Entreprise TPA

ENTRETIEN DES VOIRIES ET DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée ;
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifié ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU le Code général de la propriété personnes publiques ;
VU le Code de la Route ;
VU le Code de la Voirie Routière ;
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié,
portant instruction générale sur la signalisation routière ;
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation
routière, approuvé le 07 juin 1977 ;
VU l'état des lieux ;

Considérant la demande en date du 13/12/2022 de l'entreprise TPA, ZA du Calvaire à Leforest (62790) représentée par M. Jonathan THULLIER, et concernant la réalisation de travaux liés aux travaux d'entretien des voiries et du réseau d'assainissement, sur la commune de Dourges,

Considérant que le caractère constant et répétitif de certains travaux ou interventions sur le domaine public communal dans le domaine de l'entretien des voiries et du réseau d'assainissement, dans l'agglomération nécessite un arrêté de voirie permanent afin d'assurer le bon fonctionnement et la continuité de ces services publics,

Considérant que les travaux sur les voies relevant de la police du Maire, tels que les interventions de toutes natures, nécessitent certaines restrictions temporaires de circulation et de stationnement au droit des chantiers,

Considérant qu'il est nécessaire pour la sécurité publique, la commodité de passage et le bon déroulement des opérations prévues, de faire droit à la demande du requérant et d'établir un arrêté de réglementation de circulation pour chaque intervention,

ARRETE

Article 1 : Le présent arrêté est applicable aux travaux d'entretien des voiries et du réseau d'assainissement sur l'ensemble de l'agglomération de Dourges, à compter du 02/01/2023 pour une durée de 364 jours.

Article 2 : Les restrictions temporaires de circulation seront portées à la connaissance des usagers de la route, conformément aux prescriptions de l'Institution Interministérielle sur la signalisation temporaire, approuvé par arrêté du 6 novembre 1992. Cette signalisation sera mise en place par les soins de l'entreprise TPA, ZA du Calvaire à Leforest (62790) représentée par M. Jonathan THULLIER.

Article 3 : Ces restrictions à la circulation et au stationnement prennent effet pour la stricte durée nécessaire aux opérations ayant fait l'objet de l'autorisation de voirie précitée, et pour la période du 02/01/2023 au 31/12/2023.

Article 4 : Le stationnement et le dépassement des véhicules légers et poids lourds et des piétons seront interdits et considérés comme gênant, au droit des travaux, le long de l'emprise du chantier et ce pendant les heures de travail (de 8h à 17h) (Art. R.417-10, L.325-1 et L.325-3 du Code de la Route). Un enlèvement immédiat pourra être opéré. Une restriction de circulation dans les deux sens de circulation par feux tricolores ou manuellement, sera

mise en place par l'entreprise TPA, ZA du Calvaire à Leforest (62790) représentée par M. Jonathan THULLIER. Un minimum de 3 mètres de largeur de voie sera maintenu.

La vitesse maximale des véhicules aux abords du chantier est limitée à 30 KM/H.

Tout dépassement au droit ou à l'approche du chantier sera interdit.

Article 5 : Les interdictions de stationnement et de dépassement ne s'appliquent pas aux véhicules, engins et personnels de l'entreprise effectuant les travaux ou autre intervenant s'y substituant ou participant aux travaux, ainsi qu'aux véhicules et intervenants des forces de Police, de Gendarmerie, de Secours, de Lutte contre l'Incendie ou d'intervention urgente E.R.D.F/G.R.D.F.

Aucun stockage sur la chaussée ne sera toléré.

Article 6 : La protection et le cheminement des piétons et accès riverains seront assurés en toutes circonstances. L'entreprise TPA, ZA du Calvaire à Leforest (62790) représentée par M. Jonathan THULLIER aura la charge de la signalisation du chantier et de la restriction de circulation. Le pétitionnaire aura la charge de mettre en place la signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (livre I, partie 8, signalisation temporaire) sous le contrôle de la police municipale.

Les trottoirs seront alternativement neutralisés et des panneaux mentionnant l'interdiction de circuler sur les trottoirs occupés et l'obligation de circuler sur le trottoir d'en face devront être apposés à chaque extrémités du chantier.

La signalétique sera posée 48 heures avant le début du chantier, aux deux extrémités, et mentionnera l'interdiction de stationner.

Il sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de celle-ci.

Article 7 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

L'emprise publique devra impérativement être remise en état à la fin des travaux.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés

Article 8 : Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Article 9 : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 364 jours à compter du 02 Janvier 2023.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation

Article 10 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 11 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier ainsi que dans la commune de DOURGES.

Article 12 : Monsieur Le Maire, Monsieur le Commandant de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont ampliation sera adressée.

Article 13 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille - 143 rue Jacquemarts Giélée BP 2039 59000 Lille - dans un délai de 2 mois suivant sa publication ou sa notification.



A DOURGES, le 20/12/2022
Le Maire,
Tony FRANCONVILLE